



MAIRIE DE SAINT-VRAIN

Téléphone : 01.64.56.13.63 Télécopie : 01.64.56.24.02
Mail : accueil@mairiesaintvrain91.fr

ARRETE MUNICIPAL N°2025.579.095 PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT SUR LA COMMUNE DE SAINT-VRAIN RUE D'ENFER

LE MAIRE DE SAINT-VRAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code de la voirie routière,
VU le Code de la route,
VU le Code Pénal,

VU la demande déposée par Monsieur BOULAGDOU représentant la société MGC sise, 17 bis rue des Rochettes à Morigny-Champigny (91150) concernant une demande d'arrêté de circulation et de stationnement, aux fins d'effectuer des travaux de remplacement d'un tampon, le 21 juillet 2025 rue d'enfer à Saint-Vrain (91770).

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le 21 juillet 2025, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine Public pour réaliser des travaux de remplacement d'un tampon, rue d'Enfer à Saint-Vrain (91770).

ARTICLE 2 : Le 21 juillet 2025, et suivant les besoins du chantier, le stationnement sera interdit, déclaré gênant au droit des travaux.

ARTICLE 3 : Le 21 juillet 2025, et suivant les besoins du chantier, la circulation sera interdite de 9h00 à 16h00. Seuls les riverains pourront accéder à leur propriété.

ARTICLE 4 : Une déviation sera mise en place par l'entreprise par le RD 31 puis RD 17 – avenue Charles René de Mortemart. La signalisation sera installée par les soins de l'entreprise et débutera dès le RD3.1

ARTICLE 5 : La société MGC prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et signaler, de jour comme de nuit, tout empiètement sur la chaussée par l'apposition de plots, barrières, balisages disposés aux endroits convenables.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale le 21 juillet 2025.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'une semaine à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et porté à la connaissance des usagers par son affichage par les soins de la société MGC ou de ses sous-traitants.

ARTICLE 8 : Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours juridictionnel devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 : Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Marolles-en-Hurepoix, et les autorités municipales sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Vrain, le 16 juillet 2025

Le Maire,
Corinne CORDIER



Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie, la Police Municipale, Monsieur le commandant du Centre de Secours, les services Techniques municipaux, la société MGC.